

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Gérard Lyon-Caen** : Vers une négociation sur les restructurations destructrices d'emplois.

**Thomas Kapp** : L'inspection du travail face à la demande individuelle.

### DOCUMENTS

Circulaire du 19 juillet 2002 relative au contrat d'apprentissage (procédure d'urgence et résiliation).

Appel inter-syndical sur la création des juges de proximité.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

La responsabilité du salarié au regard des dommages causés à un tiers dans l'exercice de sa mission.

**Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.) 8 avril 2002** - Note Francis Saramito (p. 576).

La licéité de la clause de dédit-formation est subordonnée à l'absence d'atteinte à la faculté de démissionner.

**Conseil de prud'hommes de Reims (Section commerce) 30 mai 2002** - Note Michel Tanner (p. 577).

Les membres des Comités techniques paritaires doivent être élus par l'ensemble des agents, publics ou privés, concernés par la sécurité et la santé au travail.

**Conseil d'Etat 10 juillet 2002** - Note Jean-Louis Rey (p. 585).

La mise en danger d'autrui constituée par le non-respect de la réglementation en matière de prévention des incendies.

**Tribunal de grande instance de Paris (31<sup>ème</sup> ch. correc.) 19 octobre 2001** - Note Marc Richevaux (p. 587).

L'huissier, prétendument agressé lors d'un conflit collectif, ne peut se délivrer de constat à lui-même.

**Tribunal de grande instance de Caen (ch. correc.) 12 juin 2001** - Note Marie-Laure Dufresne-Castets (p. 594).

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



# Table des Matières

DECEMBRE 2002

## Doctrines :

- Vers une négociation sur les restructurations destructrices d'emplois, par **Gérard Lyon-Caen, Professeur émérite de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne** ..... 559
- L'inspection du travail face à la demande individuelle, par **Thomas Kapp, Inspecteur du travail** ..... 563

## Documents :

- APPRENTISSAGE – Procédure d'urgence susceptible d'aboutir à la suspension de l'exécution du contrat – Résiliation du contrat. **Circulaire DGEFP n° 2002-37 du 19 juillet 2002** ..... 570
- La création des juges de proximité : une grave atteinte au principe de l'égalité des citoyens devant la justice. **Appel commun de sept syndicats ANJI, CGT services judiciaires, SAF, SJA, Syndicat de la Magistrature, USM, USMA** ..... 574

## Jurisprudence :

- CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Indépendance et impartialité au sens de l'article 6-1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme résultant du caractère paritaire de la juridiction – Indifférence de l'existence d'affinités syndicales entre le juge et l'un des plaideurs.  
**COUR D'APPEL DE NANCY (Ch. Soc.) 21 mai 2002** ..... 575
- CONTRAT DE TRAVAIL – Responsabilité du salarié au regard des dommages causés à un tiers dans l'exercice de sa mission – Victime mettant en cause la responsabilité contractuelle de l'employeur – Responsabilité conjointe du salarié sur le plan délictuel.  
**COUR DE CASSATION (1re Ch. civ.) 8 avril 2002** ..... 576  
**Note Francis Saramito** ..... 576
- CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de dédit-formation – Licéité – Conditions – Absence d'atteinte à la faculté de démissionner – Clause imposée après la réalisation des formations.  
**CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE REIMS (Sect. comm.) 30 mai 2002** ..... 578  
**Note Michel Tanner** ..... 579
- CONTRAT DE TRAVAIL – Modification – Convention collective inopposable aux droits contractuels du salarié engagé avant l'entrée en vigueur de la convention.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 juin 2002** ..... 579
- CONTRAT DE TRAVAIL A DURÉE DÉTERMINÉE – Absence d'écrit constatant son existence – Employeur ne pouvant invoquer cette circonstance pour soutenir la durée indéterminée du contrat – Obligation de l'écrit (article L. 122-3-1 CT) édictée dans un souci de protection du salarié qui peut seul se prévaloir de son inobservation.  
**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 juillet 2002** ..... 581

DURÉE DU TRAVAIL – Astreinte et temps de repos – Définition respective – Incompatibilité des deux notions.

<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 juillet 2002</b> .....	<b>581</b>
<b>Note Mélanie Carles</b> .....	<b>582</b>

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS – Liquidation judiciaire – Régime d’assurance des créances salariales – Étendue de la garantie – Préjudice causé par le défaut d’affiliation à un régime de protection sociale complémentaire obligatoire – Dommages-intérêts compensateurs d’une réduction d’indemnités journalières pour maladie et de la perte de points de retraite – Sommes réparant un préjudice né avant l’ouverture de la procédure collective – Garantie due.

<b>COUR CE CASSATION (Ch. Soc.) 8 janvier 2002</b> .....	<b>583</b>
--	------------

ENTREPRISES EN DIFICULTES – Directive n° 80-987 du 20 octobre 1980 sur la protection des salariés en cas d’insolvabilité de l’employeur – Détermination de l’institution nationale compétente pour apporter sa garantie lorsque le salarié travaille dans un État membre distinct de celui dans lequel est établi l’employeur et où son insolvabilité a été déclarée – Institution de l’État membre où le salarié était employé.

<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 juillet 2002</b> .....	<b>584</b>
--	------------

FONCTION PUBLIQUE – Comité technique paritaire – Représentation des agents non titulaires ou de droit privé – Primauté des conventions internationales – Directive CEE non transposée.

<b>CONSEIL D’ÉTAT 10 juillet 2002</b> .....	<b>585</b>
<b>Note Jean-Louis Rey</b> .....	<b>586</b>

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – Prévention des incendies – Règles du Code du travail et dispositions relatives aux établissements recevant du public (ERP) – Droit d’alerte du CHSCT – Mise en demeure de l’inspecteur du travail – Refus persistant de l’employeur – Délit de mise en danger d’autrui – Condamnation de la personne morale et de son représentant légal.

<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (31e Ch. Corr.) 19 octobre 2001</b> .....	<b>587</b>
<b>Note Marc Richevaux</b> .....	<b>590</b>

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Motif disciplinaire invoqué – Licenciements collectifs – Fractionnement des licenciements dans le temps – Obligation d’établir un plan de sauvegarde de l’emploi – Nullité de la procédure – Réintégration du salarié.

<b>COUR D’APPEL DE PARIS (21e Ch. B) 11 avril 2002</b> .....	<b>590</b>
<b>Note Mélanie Carles</b> .....	<b>592</b>

RÉMUNÉRATIONS - Congé pour maladie - Indemnisation conventionnelle - Montant des indemnités journalières à prendre en compte - Mode de calcul devant respecter l’objectif conventionnel de maintien du salaire net d’activité - Montant net.

<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juillet 2002</b> .....	<b>592</b>
--	------------

TRIBUNAUX – Huissiers – Établissement d’un constat – Limites – Support à la plainte déposée par l’huissier – Huissier ne pouvant attester sur sa propre situation – Absence de valeur probante.

<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CAEN (Ch. correc.) 12 juin 2001</b> .....	<b>594</b>
<b>Note Marie-Laure Dufresne-Castets</b> .....	<b>595</b>